

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

<p><b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b></p> <p><b>QUORUM : 9</b></p>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
<p><b>OBJET DE LA DECISION</b></p> <p><b>N° 22/266</b></p> <p><b>PAM DE SAINT-MANDRIER - CONVENTION DE TRAVAUX POUR LA REALISATION DES INSTALLATIONS D'EVACUATION D'EAUX USEES COMMUNES AU MINISTERE DES ARMEES (MINARM) ET A LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE</b></p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/266**

**BUREAU DU 20 AVRIL 2022**

**O B J E T : P A M D E S A I N T - M A N D R I E R - C O N V E N T I O N D E  
T R A V A U X P O U R L A R E A L I S A T I O N D E S  
I N S T A L L A T I O N S D ' E V A C U A T I O N D ' E A U X U S E E S  
C O M M U N E S A U M I N I S T E R E D E S A R M E E S ( M I N A R M )  
E T A L A M E T R O P O L E T P M - A U T O R I S A T I O N D E  
S I G N A T U R E**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au  
Président et au Bureau,

**VU** la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire non constitutive de droits réels du 15 septembre 2006, modifiée par avenants,

**VU** les autorisations d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels (lots 1, 2 et 3) du 25 janvier 2007,

**VU** le document hypothécaire normalisé relatif à l'acquisition de la zone sud de l'ex B.A.N. de Saint-Mandrier signé le 5 décembre 2007,

**VU** le courrier adressé par la Métropole le 24 juillet 2019 au Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon,

**VU** la convention de travaux ci-annexée,

**CONSIDERANT** que la présente convention concerne la réalisation des installations à usage commun d'évacuation des eaux usées pour le Pôle Ecoles Méditerranée (PEM) Nord, relevant du Ministère des Armées (MINARM), et le PAM, relevant de la Métropole TPM, et précise les conditions dans lesquelles la Métropole TPM prend en charge financièrement une partie des travaux,

**CONSIDERANT** que les travaux mutualisés entre le MINARM et la Métropole TPM concernent les installations nécessaires au refoulement des eaux usées du PEM Nord, de l'Ecole de Plongée et du PAM vers le réseau d'assainissement public quai Jean Jaurès, à savoir la rénovation de la station de refoulement des eaux usées Nord, le remplacement de l'ensemble des équipements du bassin tampon et la création de la conduite de refoulement,

**CONSIDERANT** que la participation financière de la Métropole, établie sur la base des débits de pointe estimés devant être recueillis au niveau de la station de refoulement nord, est arrêtée à 10 % du montant des travaux estimés à 675 000 € TTC,

**CONSIDERANT** qu'un acompte de 50% de la participation estimée de la Métropole (33 750 € TTC) sera versé à la signature de la présente convention,

**CONSIDERANT** que le montant définitif de la participation de la Métropole sera établi à la fin des travaux et ne saurait excéder 10% du montant final,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes au Ministère des Armées et à la Métropole TPM sur la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** la participation de la Métropole à hauteur de 10 % du montant des travaux estimés à 675 000 € TTC, soit 67 500 € TTC à la signature de la convention, et **D'APPROUVER** la révision de cette participation en fonction du montant définitif qui sera connu à la fin des travaux.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer cette convention.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du PAM (BA07) 2022, article 204, et seront révisés en fonction du montant définitif des travaux au terme de leur réalisation.

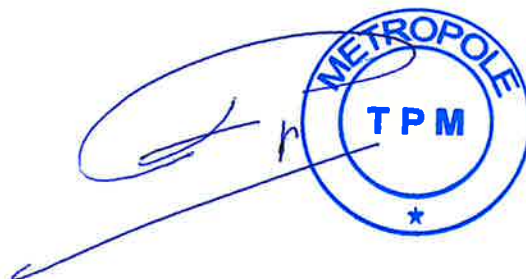
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

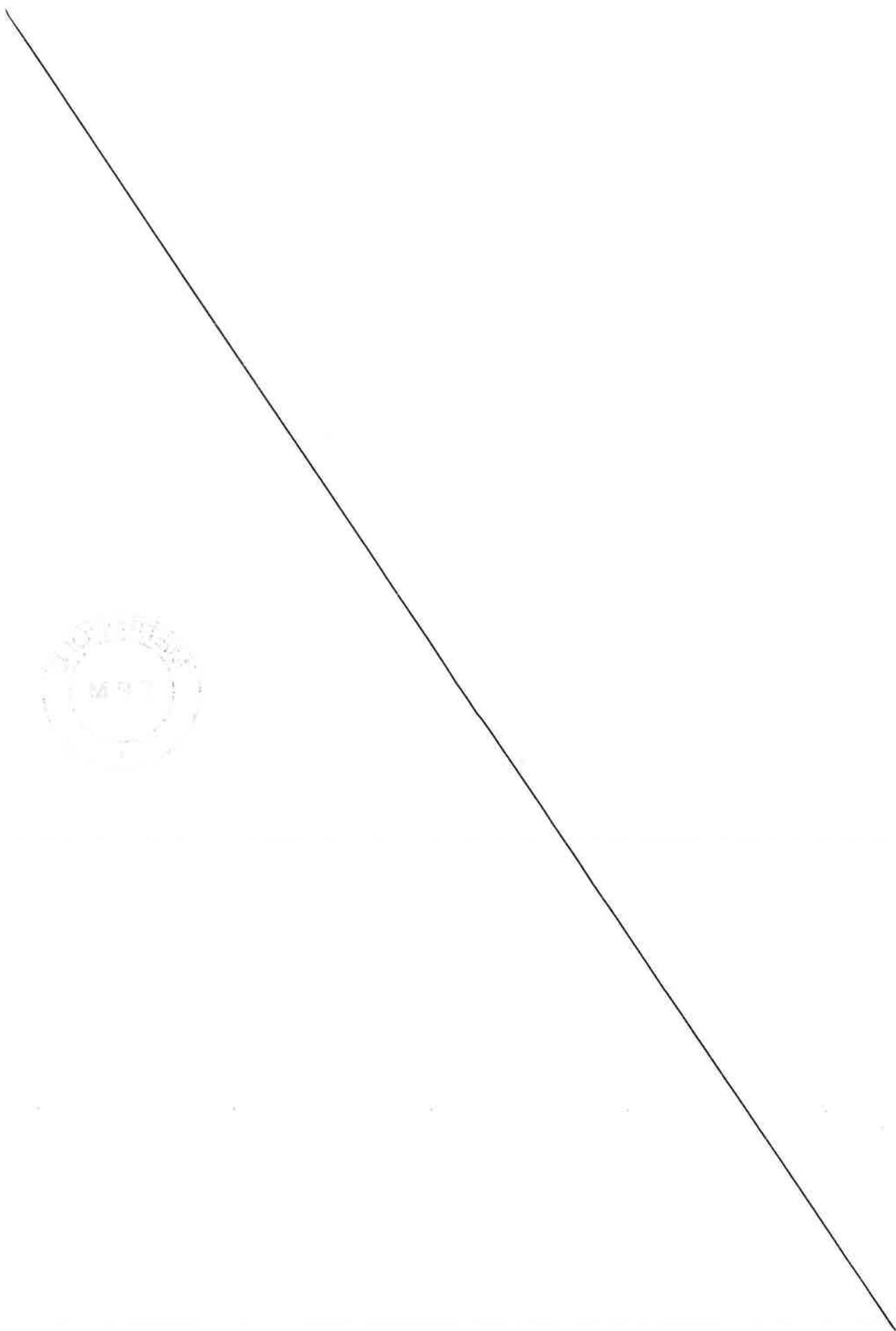
Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0







**Convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes  
au Ministère des Armées et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la commune de  
Saint-Mandrier sur mer (83)**

Entre les soussignés :

L'Etat, ministère des armées,  
Représenté par Monsieur le Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de  
Toulon (ESID Toulon)

Ci-après désigné « le ministère », d'une part ;

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
Représentée par Monsieur le Président de la Métropole, Hubert FALCO,

Ci-après désigné « MTPM », d'autre part ;

Les parties ci-dessus pouvant être également désignées individuellement ou collectivement par « la ou  
les Partie(s) »

Vu le courrier N/REF : DGSTTP/DGEPR/SAEU//HF/VPL/DG/PG/SM/OA/JG/OJ/19/61959 du 23 janvier  
2019 adressé par le Directeur général des services techniques de la métropole à l'ESID de Toulon

Vu le courrier N/REF : DEVECO/HF/VPL/BB/MV/SG/2019-220 du 24 juillet 2019 adressé par le  
président de la métropole au Directeur de l'ESID de Toulon,

Vu le compte rendu immédiat et sommaire (CRIS) N°503537 de la réunion du 14 avril 2020.

Vu les annexes à la présente convention

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Objet de la convention :**

- 1.1 La présente convention concerne la réalisation des installations à usage commun d'évacuation des  
eaux usées pour le Pôle Ecoles Méditerranée Nord (PEM Nord) relevant du Ministère des Armées  
(MINARM) et le Parc d'activités Marines (PAM) relevant de la métropole Toulon Provence  
Méditerranée (MTPM) situés sur la commune de Saint-Mandrier sur mer (83).

1.2 Les travaux mutualisés entre le MINARM et MTPM concernent les installations nécessaires au refoulement des eaux usées du PEM Nord, de l'école de plongée et du PAM vers le réseau d'assainissement public quai Jean Jaurès.

1.3 La présente convention précise les conditions dans lesquelles MTPM prend en charge financièrement une partie des travaux.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE CETTE MUTUALISATION**

### **2.1- Maitrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par l'ESID de Toulon car ces travaux mutualisés entre le Ministère des Armées et la Métropole s'inscrivent dans une opération globale de rénovation des réseaux d'eaux usées du PEM menée par le Service d'Infrastructure de la Défense.

### **2.2- Maitrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par la Division Investissement de l'ESID de Toulon. Toutefois le service Assainissement de la métropole TPM sera associé au projet lors de la phase de réalisation des travaux mutualisés MINARM/MTPM.

### **2.3- Domanialité**

Le Ministère des Armées sera le propriétaire des installations rénovées et des installations nouvelles situées sur le domaine militaire.

Il s'agit notamment de la station de refoulement, du bassin tampon et de la conduite de refoulement Nord, ainsi que des ouvrages annexes.

## **ARTICLE 3 - Contenu des prestations cofinancées**

### **3.1 Description des travaux et prestations**

Les travaux et prestations cofinancés sont notamment :

- Les installations de chantier (locaux vie, clôtures, signalisation, balisage...)
- Les documents d'exécution (notes de calcul, plans, fiches techniques...)
- Les travaux préparatoires de VRD (détections, matérialisations et protections préalables des réseaux existants)
- Les installations provisoires nécessaires au maintien de la continuité de service durant les travaux
- Les prestations liées à la sécurité du chantier (coordination SPS)
- Les neutralisations, déposes, démolitions et évacuations (VRD + station refoulement)
- Les désamiantages et enlèvement de matériaux contenant du plomb
- La gestion des déchets de chantier
- Les terrassements y compris toutes sujétions (pompage et traitement des eaux de fond de fouille, blindages...)
- La fourniture et pose des canalisations neuves ainsi que des regards associés
- Les appareillages divers (vidanges, ventouses, clapets débitmètres, vannes)
- Le remblaiement des tranchées avec le grillage avertisseur



- La rénovation complète de la station de refoulement nord (travaux de bâtiment + ensemble des appareillages et équipements)
- La fontainerie et pompes
- La métrologie
- L'ensemble des installations électriques et automatismes nécessaires au fonctionnement du système (armoires de commande et de gestion des pompes, groupe électrogène...)
- Le génie civil et l'étanchéité nécessaires à la création d'un bassin tampon station Nord
- Les ouvrages associés (chambres de déstassement amont, bâches de pompage, bac dégrilleur, ...)
- Les reprises de voiries associées à la réalisation des nouvelles infrastructures d'évacuation des EU
- Les essais de mise en service de l'ensemble des installations
- Les documents à fournir après exécution
- Les révisions de prix et aléas de l'opération

### **3.2 Essais de mise en service**

A l'issue des travaux, les réseaux et équipements devront faire l'objet des essais de réception selon la norme NF EN 1610 conformément aux exigences de l'agence de l'eau et du fascicule 70. Ces essais et contrôles comprennent notamment :

- les essais d'étanchéité et investigations vidéo des réseaux neufs
- le contrôle de la géométrie des réseaux
- les essais spécifiques aux installations de refoulement (étanchéité des cuves, débits et rendement des pompes (cf fascicules 71 et 81-I)

Ces contrôles sur les réseaux gravitaires doivent être exécutés par un organisme de contrôle accrédité par le COFRAC et indépendant de l'entreprise chargée des travaux. Ils concernent aussi bien les réseaux neufs que les réseaux chemisés. Les PV d'essais des installations de refoulement conformes au fascicules 71 et 81-I devront être remis par l'entreprise au maître d'œuvre. Ils seront ensuite transmis au service « assainissement » de la métropole. Les installations électriques feront l'objet d'une vérification spécifique par un organisme de contrôle agréé. Un PV de conformité réglementaire de l'ensemble des installations électriques devra être délivré.

## **ARTICLE 4 - Conditions financières**

### **4.1 Financement des travaux concernant les installations mutualisées**

Les travaux concernant les installations mutualisées d'évacuation des EU du PEM Nord et du PAM sont cofinancés par le Ministère des Armées et la métropole TPM selon la répartition suivante :

- 10% pour la métropole TPM,
- 90% pour le Ministère des Armées, sur l'UO CP02 0212-0075-UODCSID.

Cette répartition est établie sur la base des débits de pointe estimés devant être recueillis au niveau de la station de refoulement Nord : 10,3 litres/s pour le PEM Nord et l'école de plongée (MINARM) ; 1 litre/s pour le PAM (métropole).

Le financement comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation et à la mise en service des installations à usage mutualisé et le montant définitif de la participation de MTPM sera établi à la fin des travaux.

Les prestations cofinancées sont décrites à l'article 3 de la présente convention.

#### **4.2 Montant des travaux et prestations concernant les installations mutualisées**

Le coût total des travaux mutualisés est estimé à 675 000 € TTC. L'estimation est faite à partir d'éléments fournis par l'Assistant au Maître d'ouvrage de l'ESID. Le coût réel des travaux mutualisés sera connu à la notification du marché. Le coût total sera connu à la fin des travaux.

#### **4.3 Modalités de paiement**

Dès le lancement de la consultation par l'ESID, un premier appel de fond d'un montant 50% du coût estimé des travaux mutualisés (soit 33 750 €) sera effectué par émission de titre de perception par l'ESID TOULON à l'encontre de la MTPM.

S'agissant de la dernière échéance, au terme de travaux prévus, l'ESID TOULON fournira un récapitulatif des factures, états d'acompte et décompte général définitif liquidés au titre de la présente opération à la métropole TPM et émettra un titre de perception égal à l'ensemble des sommes engagées par l'Etat-ministère des armées pour les travaux mutualisés diminué du paiement recouvré au titre du premier titre de perception susmentionné.

Les fonds versés par la MTPM abonderont le fonds de concours « participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (investissement) et investissement d'avenir : entrepreneurs d'intérêt général » (code 1-2-00128) rattaché au programme 212 « soutien des forces ».

Les crédits correspondants seront versés au BOP CPI selon l'imputation suivante :

- Centre financier : 0212-0075-CP02

#### **ARTICLE 5 - Délai d'exécution**

Les travaux mutualisés seront réalisés par l'ESID TOULON dans le cadre d'un marché global de rénovation des réseaux d'eaux usées du PEM. Le délai global des travaux est estimé à 18 mois.

##### **5.1 Modification**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties.

##### **5.2 Retard**

Dans le cadre de l'exécution de la convention, la responsabilité du ministère ne saurait en aucun cas être recherchée au titre d'un éventuel retard, quelle qu'en soit la cause, notamment la survenance d'un cas de force majeure, un impératif de service public ou si l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige. MTPM ne peut ainsi se prévaloir d'un retard des prestations fournies par le ministère des armées pour demander un quelconque indemnité ou pénalité de retard.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en vigueur – Durée**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa dernière signature par les parties pour la durée nécessaire à sa complète exécution.

#### **ARTICLE 7 – LITIGES**

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

#### **ARTICLE 8 : Convention de maintenance**

Une fois la réception des ouvrages prononcée, une convention de maintenance TPM / ESID devra être établie. Cette convention définira les responsabilités et la répartition de la charge financière relative aux opérations de maintenance nécessaire pour le bon fonctionnement des ouvrages durant leur période d'exploitation.

#### **Article 9 : Autorisation de rejet**

Un arrêté pris par le président de la Métropole TPM établira l'autorisation de rejet au réseau d'assainissement conformément à l'article L1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation prendra en compte les nouvelles dispositions techniques du site exposées en annexes.

Fait en 2 exemplaires originaux, chacun comprenant 2 annexes.

A....., le .....

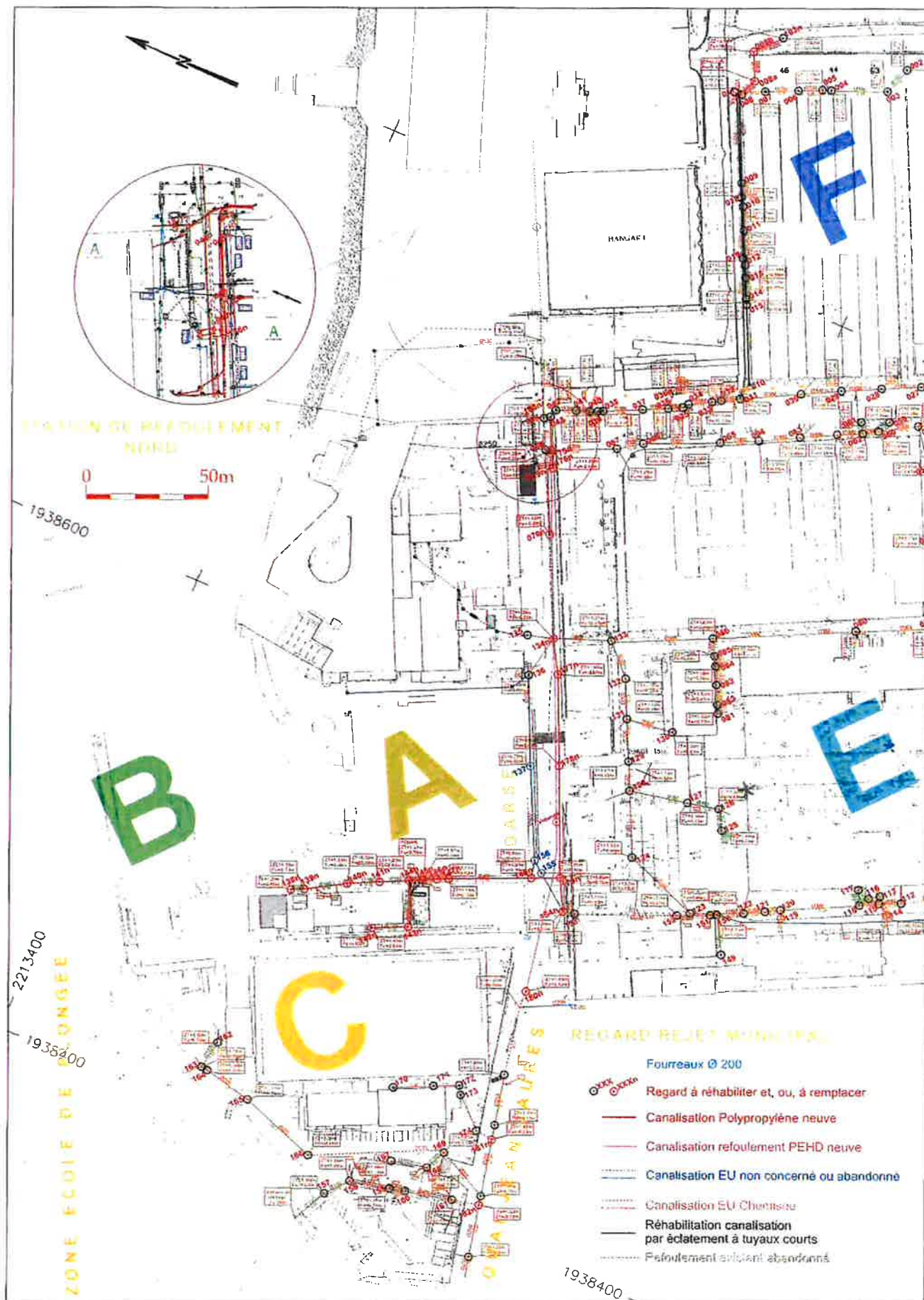
Pour le ministère des armées :

L'ingénieur général de 2ème classe Antoine MANICACCI  
Directeur de l'ESID de Toulon

Pour la métropole Toulon Provence Méditerranée :

Monsieur Hubert FALCO  
Président de la Métropole

**ANNEXE 1 – PLAN PROJET DES RESEAUX MUTUALISES (MINARM / MTPM) POUR L'EVACUATION DES  
EAUX USEES DU PEM NORD ET DU PAM**



**ANNEXE 2 – ACRONYMES UTILISES DANS LA PRESENTE CONVENTION :**

**AMO : Assistant au Maître d'ouvrage**

**CRIS : Compte rendu immédiat et sommaire**

**DCE : Dossier de consultation des entreprises**

**ESID : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense**

**MINARM : Ministère des Armées**

**MTPM : Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**PEM : Pôle Ecoles Méditerranée**

**PAM : Parc d'Activités Marines**

### ANNEXE 3- PRINCIPE DE DIMENSIONNEMENT DU FUTUR RESEAU

**Principe général actuel d'évacuation des eaux usées du PEM, de l'école de plongée et du PAM :**

Le réseau d'assainissement du Pôle Ecoles Méditerranée est décomposé en 2 bassins versants distincts, le PEM Nord et le PEM Sud. Tous deux possèdent un réseau d'eaux usées stricte gravitaire permettant la collecte et le transit des effluents vers le point bas du réseau.

Au Nord, le réseau gravitaire collecte trois grands ensembles, le PEM Nord, l'école de plongée située sur la partie Ouest, et le PAM (ex BAN) situé sur la partie Est. L'ensemble des réseaux gravitaires du secteur Nord converge vers la station de refoulement Nord. Celle-ci refoule les effluents du secteur Nord vers le PEM sud.

Au sud, le réseau gravitaire collecte les eaux usées et les achemine vers la station de refoulement Sud.

La station de refoulement Sud assure donc le refoulement des eaux usées du PEM Nord et Sud, de l'école de plongée ainsi que du PAM vers le réseau d'assainissement public via une conduite de refoulement se raccordant sur le réseau public Boulevard des Cigales.

Il y a donc actuellement un point de rejet unique pour les EU du PEM, de l'école de plongée et du PAM.

**Principe général futur d'évacuation des eaux usées du PEM, de l'école de plongée et du PAM :**

Le principe retenu dans le projet global de l'ESID est de dissocier l'évacuation des eaux usées du PEM Nord de celles du PEM Sud.

L'évacuation des eaux usées du PEM Nord avec l'école de plongée et du PAM sera mutualisée ce qui fait l'objet de la présente convention. Cette évacuation se fera par l'intermédiaire de la station de refoulement Nord (à rénover) et d'une conduite de refoulement à créer sous le boulevard maritime (RD18). Celle-ci se raccordera sur un regard d'assainissement TPM situé quai Jean Jaurès.

Les eaux usées du PEM sud seront évacuées par le réseau gravitaire rénové vers la station de refoulement sud, également rénovée. De cette station les EU du PEM sud seront refoulées vers le boulevard des cigales via la conduite existante.

Il y aura donc à terme deux points de rejet sur le réseau d'assainissement public pour les EU du PEM, de l'école de plongée et du PAM.

Un nouveau point de rejet sera créé quai Jean Jaurès pour le raccordement de la conduite de refoulement de la station Nord.

Le débit de pointe à prendre en compte pour l'autorisation de rejet au Nord du PEM est de **11,3 l/s**.

Le débit de pointe à prendre en compte pour l'autorisation de rejet au Sud du PEM est de **17,4 l/s**.

Une convention de rejet entre le Ministère des Armées et la métropole TPM sera à établir.

